

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

Plan financier quadriennal 2014-2017 de l'Etat de Genève

6 novembre 2013



www.ge.ch/finances

Vue d'ensemble du PFQ 2014-2017

	en millions de francs				
PFQ 2014-2017	B 2013	PB 2014	PF 2015	PF 2016	PF 2017
Revenus	7'810 *	7'908	8'103	8'312	8'529
Charges	7'842 *	7'907	8'102	8'277	8'487
Résultat	-32	0	1	36	42

* retraité selon le nouveau modèle comptable

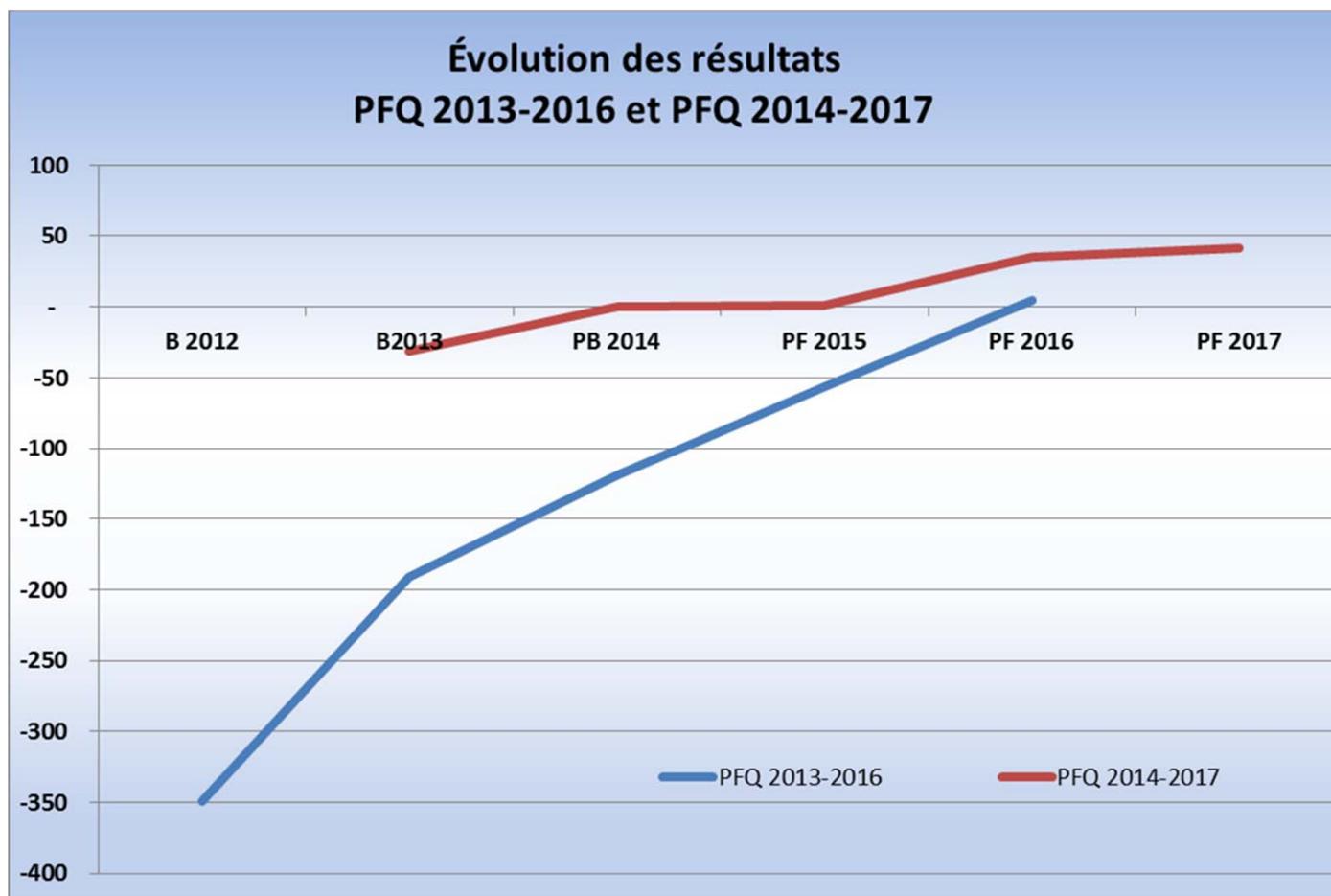
Retour à l'équilibre dès 2014 grâce à:

- la récupération rapide de l'économie cantonale depuis la crise de l'euro en 2011 et des perspectives plus favorables
- l'effet des mesures décidées par le Conseil d'État et le Grand Conseil dans le cadre des budgets 2012 et 2013

Trois motifs d'insatisfaction

- ◆ Croissance annuelle moyenne des dépenses de 2% , supérieure à l'objectif du Programme de législature, engendrée par l'évolution des nouvelles charges contraintes et mécaniques
- ◆ Résultats de fonctionnement insuffisants pour affronter un éventuel ralentissement de l'économie
- ◆ Progression de la dette malgré le retour à l'équilibre en raison de l'insuffisance d'autofinancement des investissements

Évolution de la planification financière



Nouveau PFQ

Amélioration de la conjoncture

Mécanismes salariaux rétablis pour 2015-2017

Croissance moyenne des charges plus élevée

Scénario macroéconomique

	2014	2015	2016	2017
PIB CH variation annuelle réelle %	2%	2.2%	1.7%	1.7%
Renchérissement, variation annuelle moyenne	0.4%	0.6%	0.6%	0.6%
Taux de chômage moyen Genève	5.4%	5.2%	5.2%	5.2%
LIBOR CHF à trois mois, moyenne annuelle	0.1%	0.5%	0.5%	0.5%
Taux Confédération à 10 ans, moyenne annuelle	1.1%	1.5%	1.5%	1.5%

Hypothèses fondant le scénario

- ◆ Non prise en compte du risque de crise ou de ralentissement majeur
- ◆ Place financière: consolidation du secteur en lien avec les contraintes des réglementations internationales
- ◆ QG de multinationales et sociétés de négoce: pas de nouvelles implantations en attendant une alternative fiable à la suppression programmée des statuts fiscaux
- ◆ Genève internationale: diminution de l'apport économique à cause du franc fort
- ◆ Horlogerie: stabilisation à un niveau élevé
- ◆ Croissance portée par la demande intérieure



POST TENEBRAS LUX

Contraintes structurelles

- ◆ Mutation de la place financière sous l'effet des réglementations internationales
- ◆ Abolition programmée des statuts fiscaux cantonaux
- ◆ Accroissement des inégalités et progression des coûts de l'aide sociale
- ◆ Vieillesse de la population avec un effet significatif sur la dépense publique
- ◆ Nécessité d'augmenter les moyens de la sécurité au moins jusqu'à la fin de la décennie

Évolution des revenus

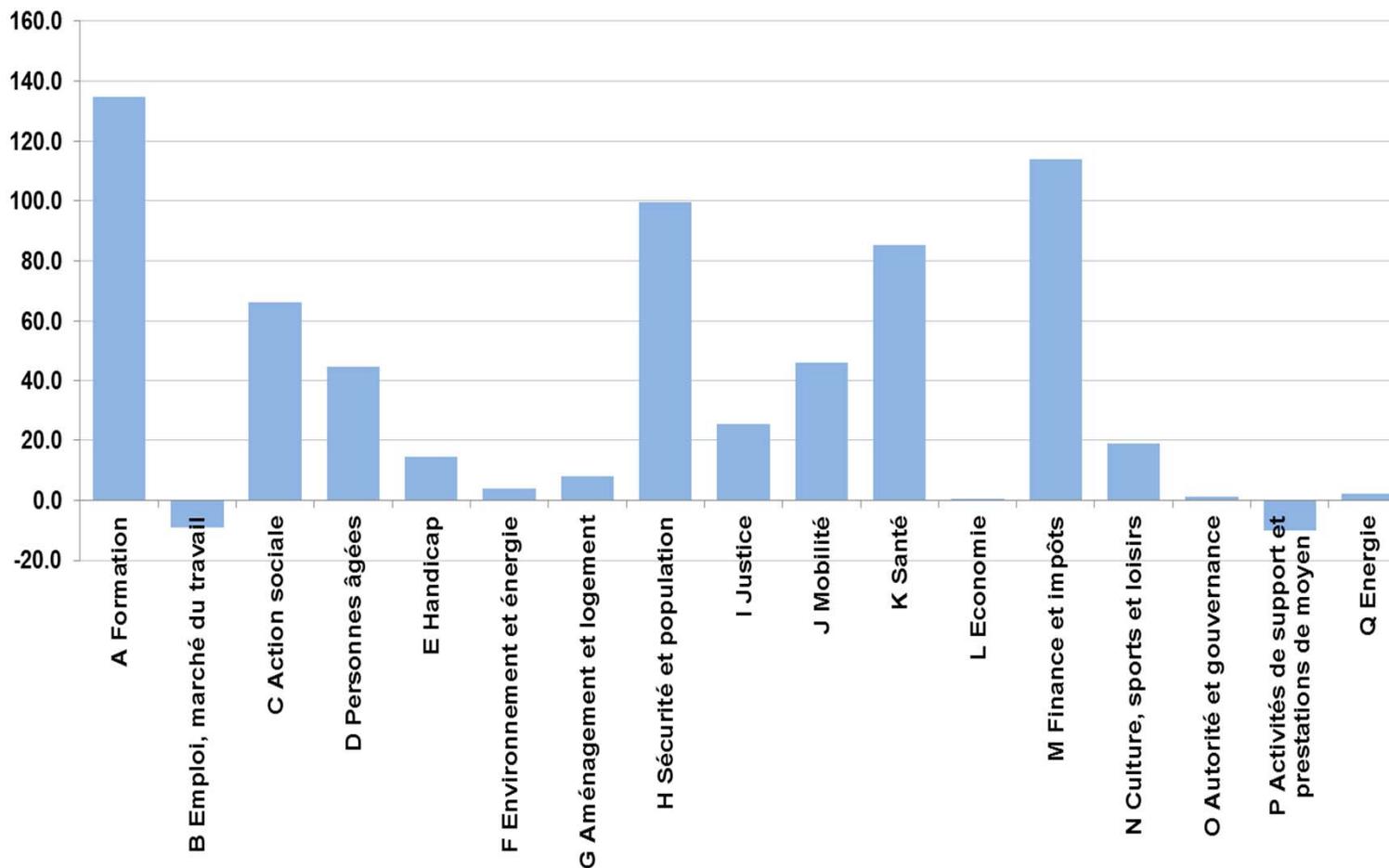
<i>Millions de francs</i>	C 2012	B 2013	Planification 2014-2017				Croissance annuelle moyenne
			2014	2015	2016	2017	
Personnes physiques	3'915	3'855	3'968	4'094	4'225	4'360	3.1%
Impôt sur le revenu	2'533	2'497	2'585	2'668	2'752	2'838	3.2%
Impôt sur la fortune	614	581	622	630	650	670	3.6%
Impôt à la source	762	770	755	790	817	845	2.4%
Taxe personnelle	7	7	7	7	7	7	-0.1%
Personnes morales	1'354	1'312	1'369	1'393	1'434	1'476	3.0%
Impôt sur le bénéfice	1'084	1'046	1'085	1'103	1'135	1'169	2.8%
Impôt sur le capital	271	266	284	290	299	307	3.7%
Part cantonale aux recettes fédérales	423	434	441	452	466	480	2.6%
Impôts immobiliers	479	437	451	455	460	466	1.6%
Droits de successions et donations	105	117	108	108	108	108	-1.9%
Impôt sur les véhicules routiers et les bateaux	101	103	105	105	106	107	1.1%
Autres impôts	30	16	16	16	16	16	0.2%
Total Impôts, taxes et droits	6'407	6'272	6'457	6'623	6'815	7'013	2.8%

Évolution des charges

Évolution globale des charges par politique publique

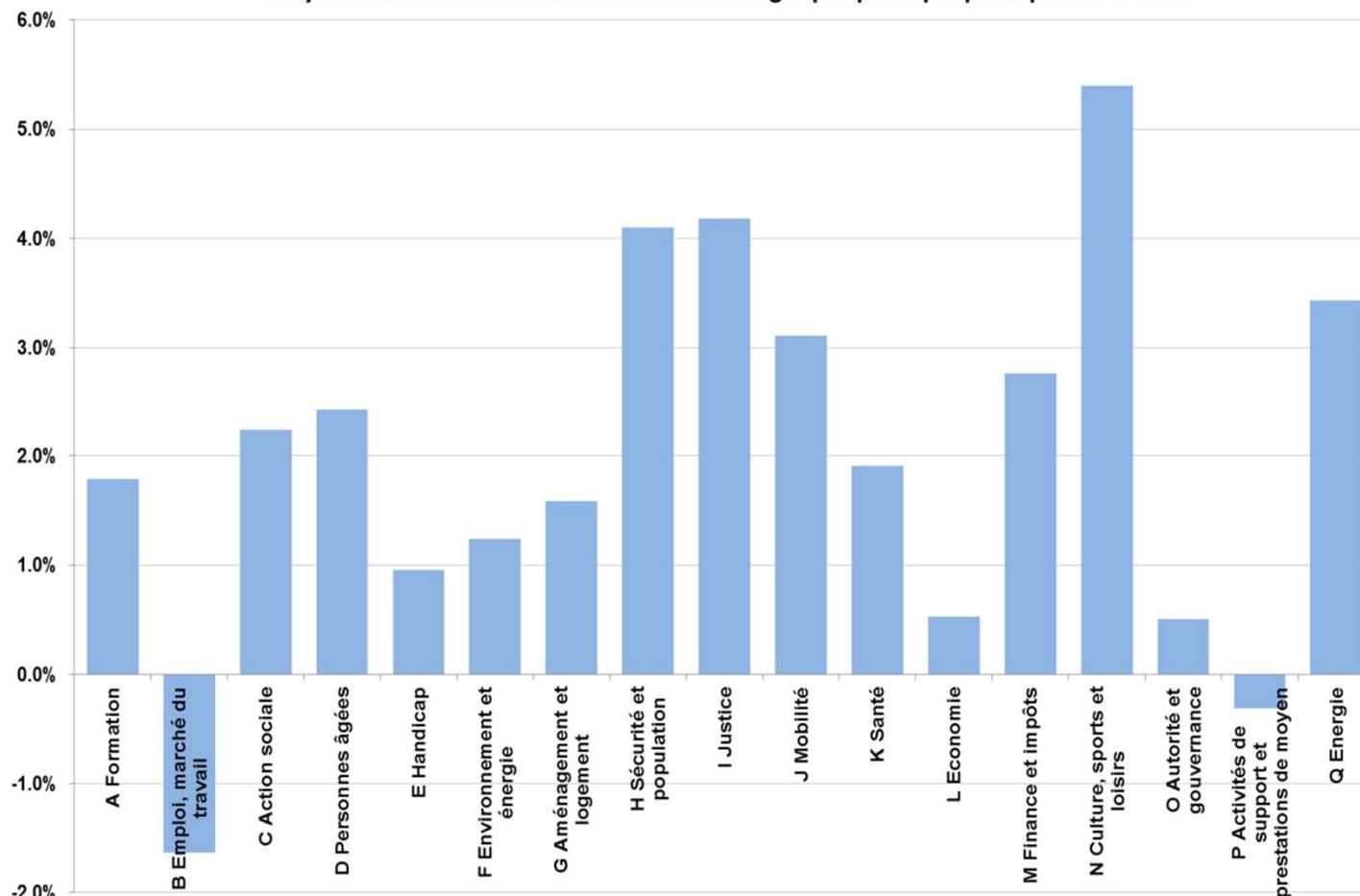
millions CHF

Croissance des charges 2014-2017 par politique publique en millions de CHF



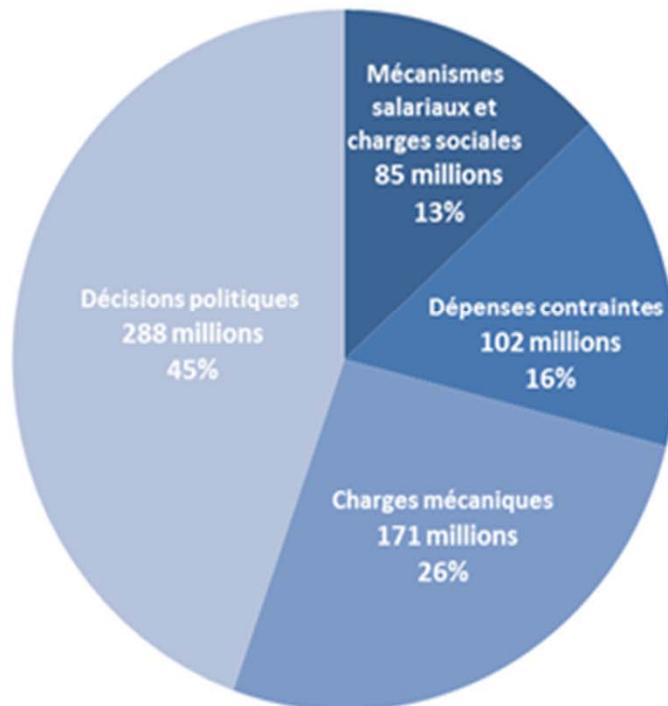
Évolution globale des charges par politique publique moyennes annuelles (%)

Moyennes annuelles des croissances de charges par politique publique 2014-2017



Évolution des charges selon le type de dépense

Variations du total des charges 2014-2017 par catégorie



Dépenses "contraintes":
obligations légales
envers des tiers

Charges "mécaniques":
application de
mécanismes comptables
ou financiers et de
décisions passées

Nouvelles charges selon le type de dépense

- ◆ **Principales dépenses "contraintes": 102 millions**
Subsides pour l'assurance maladie, assistance sociale, prestations complémentaires aux personnes âgées
- ◆ **Principales charges "mécaniques": 171 millions**
Péréquation intercantonale, amortissements, compensation aux communes frontalières
- ◆ **Mécanismes salariaux et charges sociales: 85 millions**
Annuités du personnel (2015, 2016, 2017) et cotisations de l'État à la CPEG, compensés en partie par la baisse des retraites anticipées et le transfert des caisses des magistrats à la CPEG



POST TENEBRAS LUX

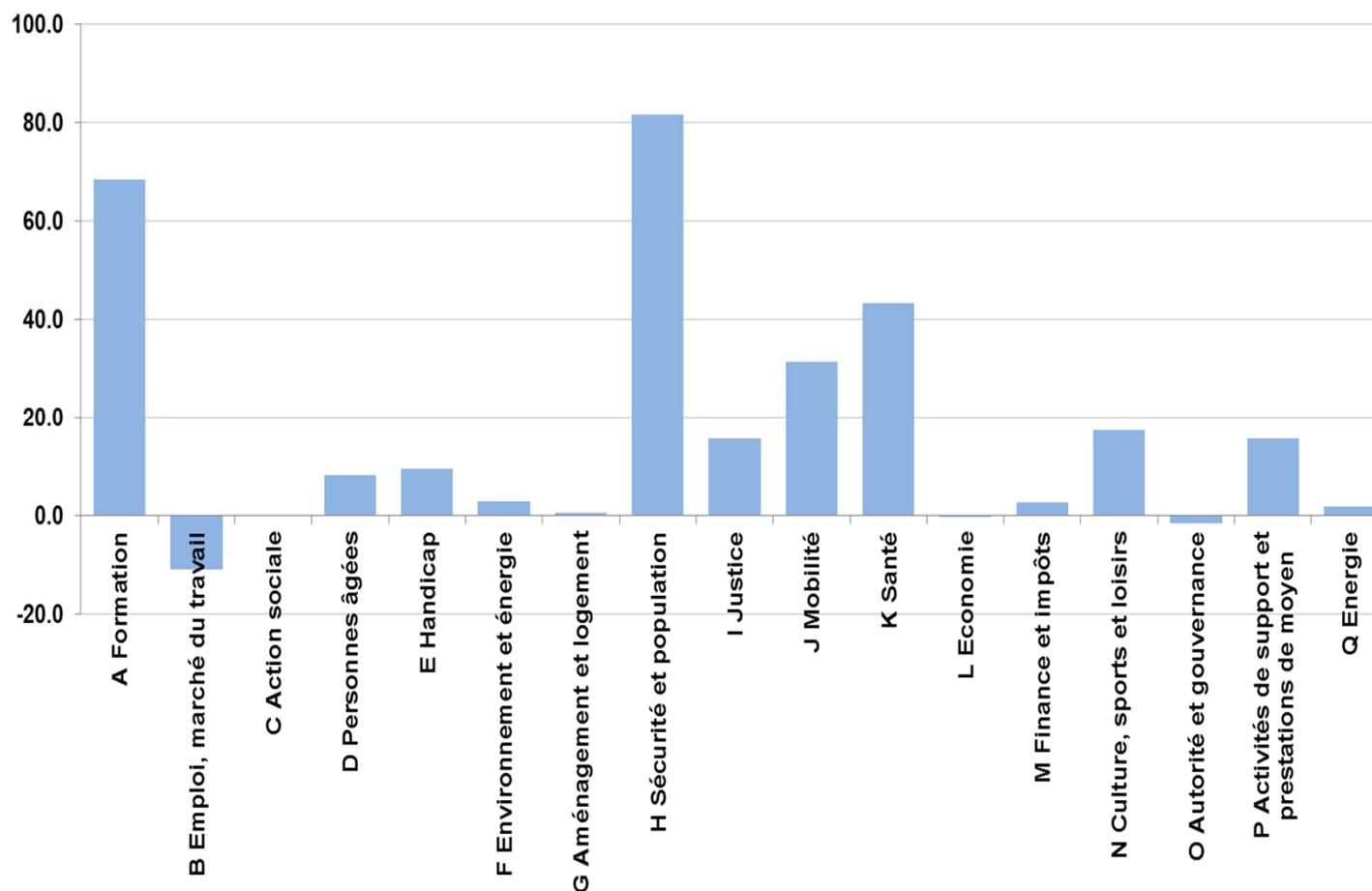
Dépenses résultant de décisions politiques: les principales priorités

288 millions destinés principalement à...

- ◆ Renforcer la qualité de l'école genevoise
- ◆ Se donner les moyens de faire face au vieillissement de la population
- ◆ Améliorer la sécurité
- ◆ Faciliter la mobilité

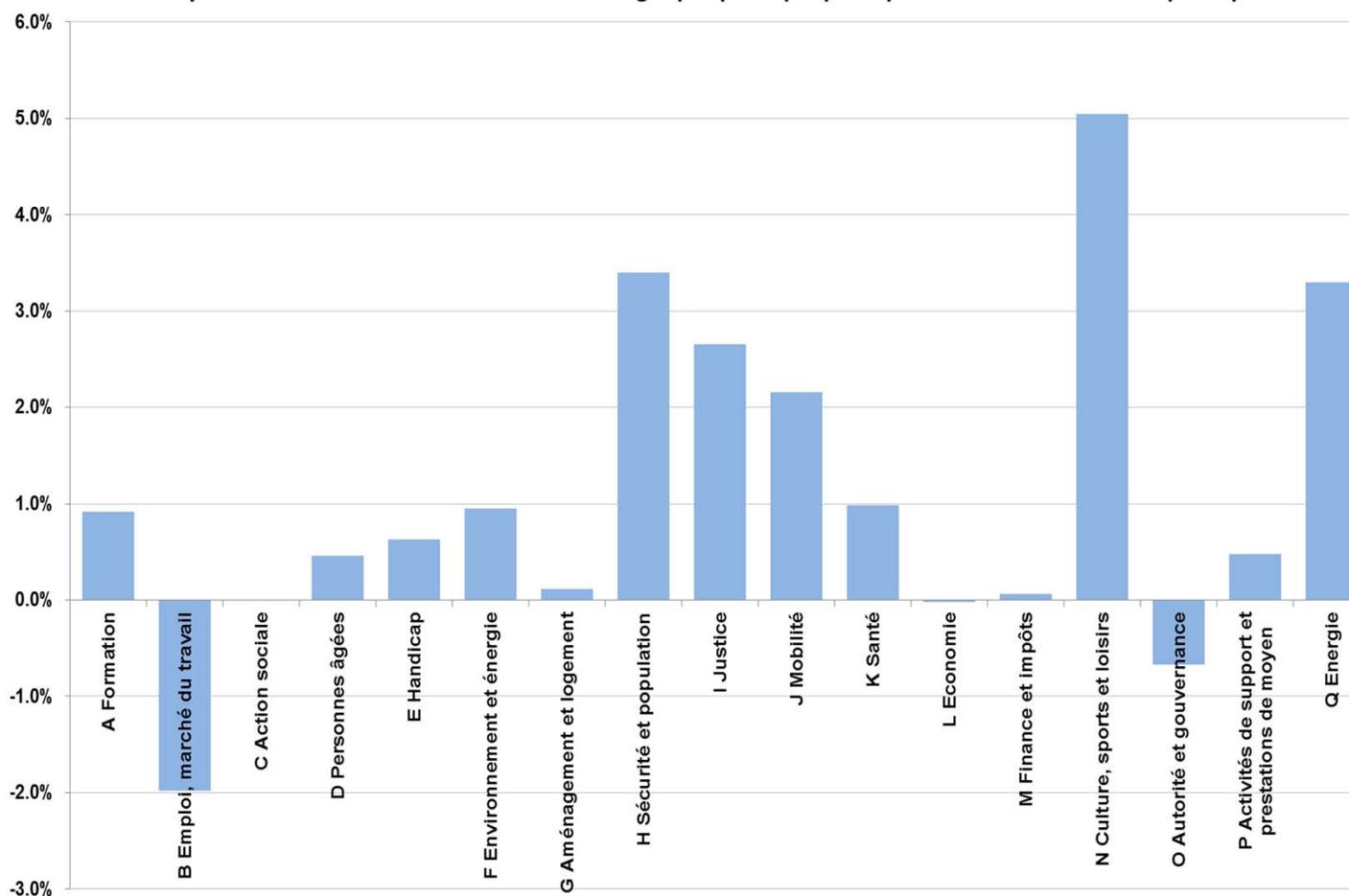
Évolution des charges découlant de décisions politiques (millions CHF)

Croissance des charges 2014-2017 par politique publique en millions de CHF - décisions politiques



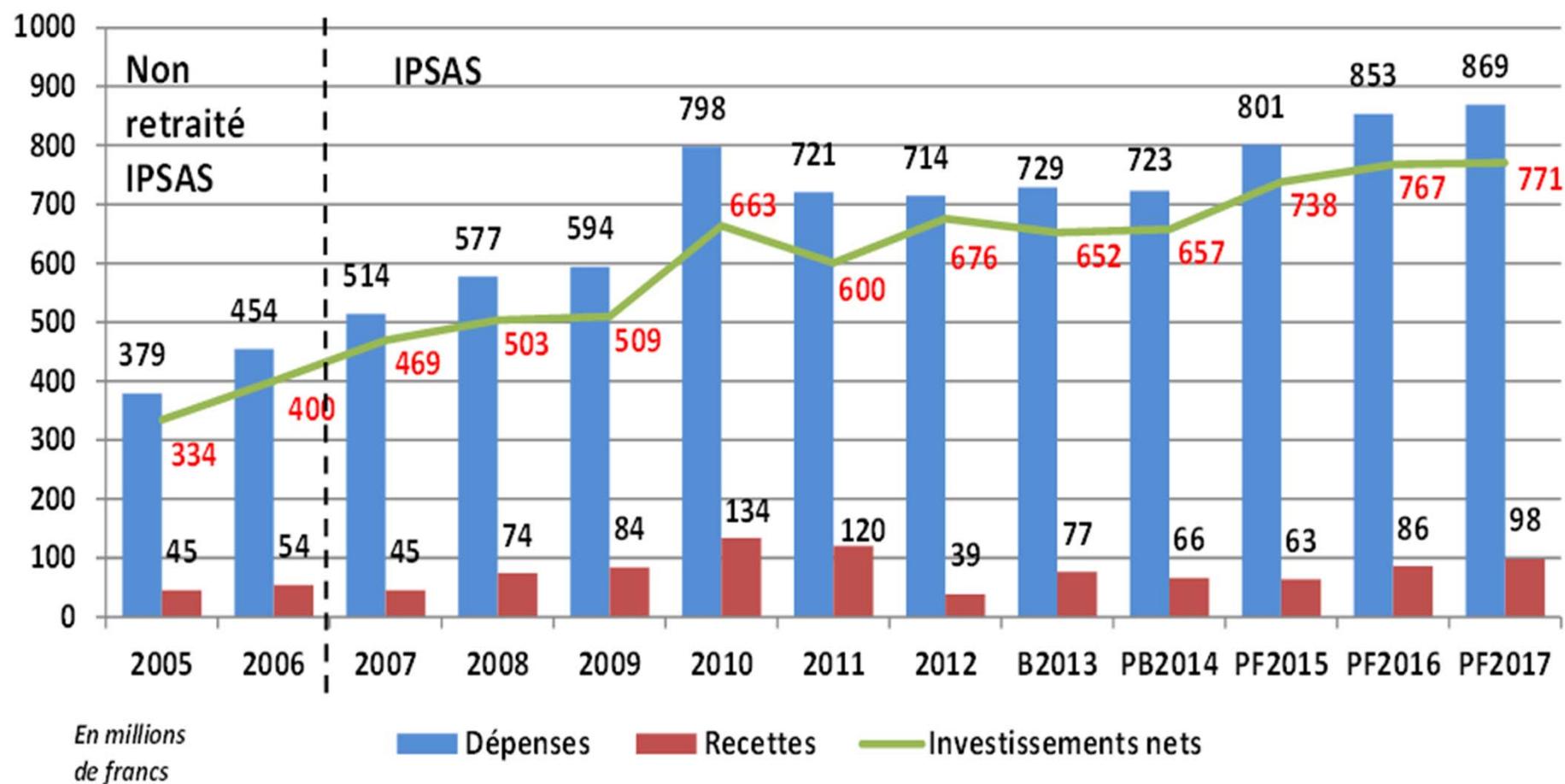
Évolution des charges découlant de décisions politiques (moyennes annuelles %)

Moyennes annuelles des croissances de charges par politique publique 2014-2017 - décisions politiques

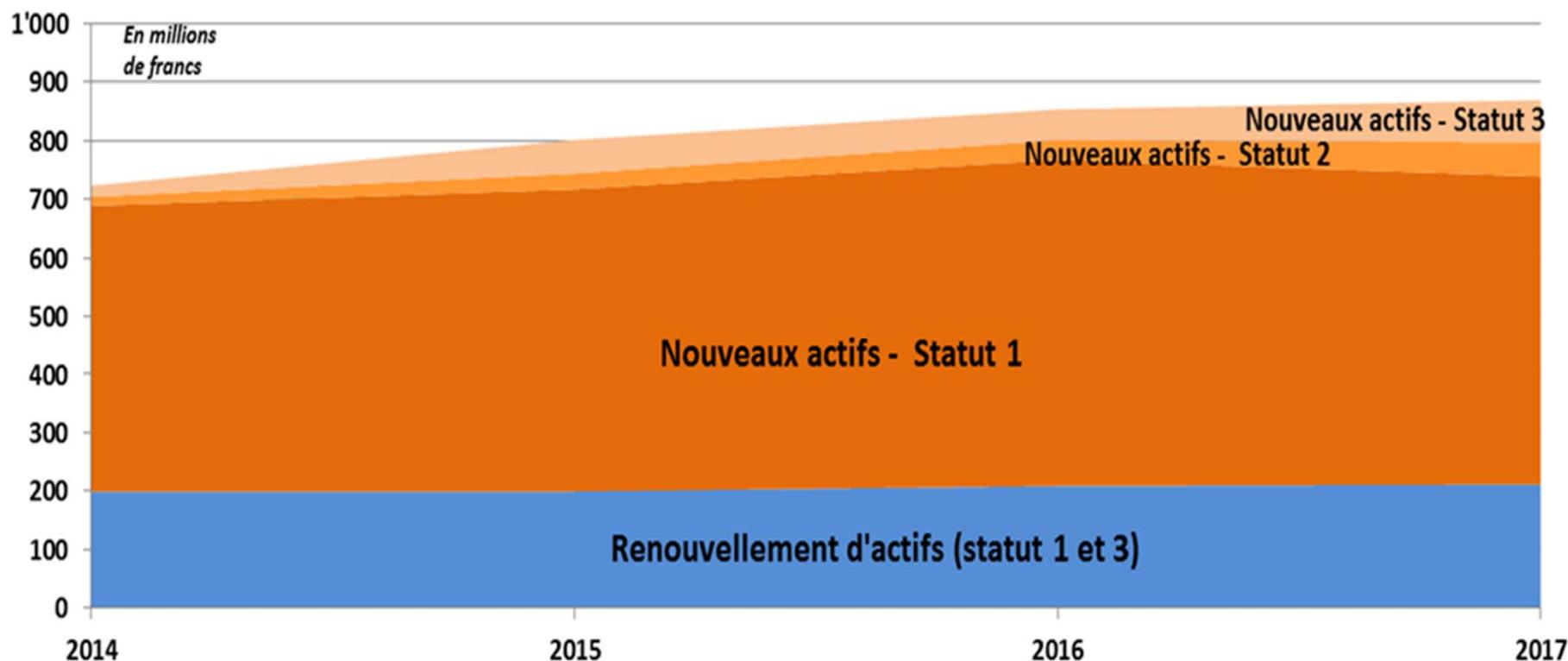


Investissements

Évolution des investissements 2005-2017

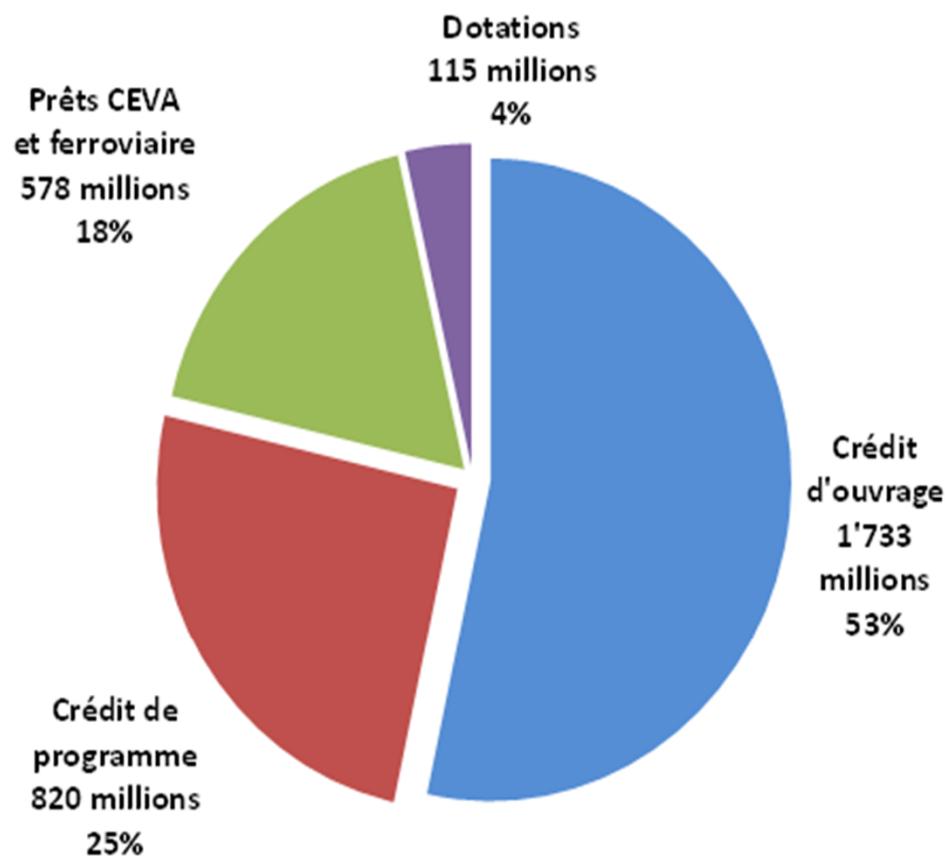


Degré de maturité des projets du PFQ



- ◆ 71% des dépenses brutes 2014-2017 concernent des projets déposés devant le Grand Conseil ou déjà votés par celui-ci (statut 1)
- ◆ Les autres dépenses concernent des projets retenus par le Conseil d'État lors du précédent PFQ (statut 2) ou de nouvelles intentions d'investissements (statut 3)

Dépenses d'investissements par catégorie



- ◆ Près de trois quarts des dépenses prévues sont affectées à la réalisation, à l'acquisition ou au subventionnement de nouvelles infrastructures
- ◆ Un quart des dépenses vont au renouvellement et au maintien des actifs existants

Dépenses brutes par politique publique

Politique publique	Dépenses 2014-2017 en millions	% des dépenses 2014-2017
J - Mobilité	1'130	34.8%
A - Formation	667	20.6%
H - Sécurité	430	13.2%
K - Santé	402	12.4%
P - Prestations de moyen	177	5.5%
G - Aménagement et logement	152	4.7%
O - Autorités et gouvernance	120	3.7%
F - Environnement	72	2.2%
I - Justice	22	0.7%
N - Culture, Sports et Loisirs	16	0.5%
D - Personnes âgées	14	0.4%
C - Action sociale	13	0.4%
L - Economie	11	0.3%
M - Finances et impôts	10	0.3%
E - Handicap	4	0.1%
Q - Energie	3	0.1%
B - Emploi, marché du travail	3	0.1%
	3'246	100.0%

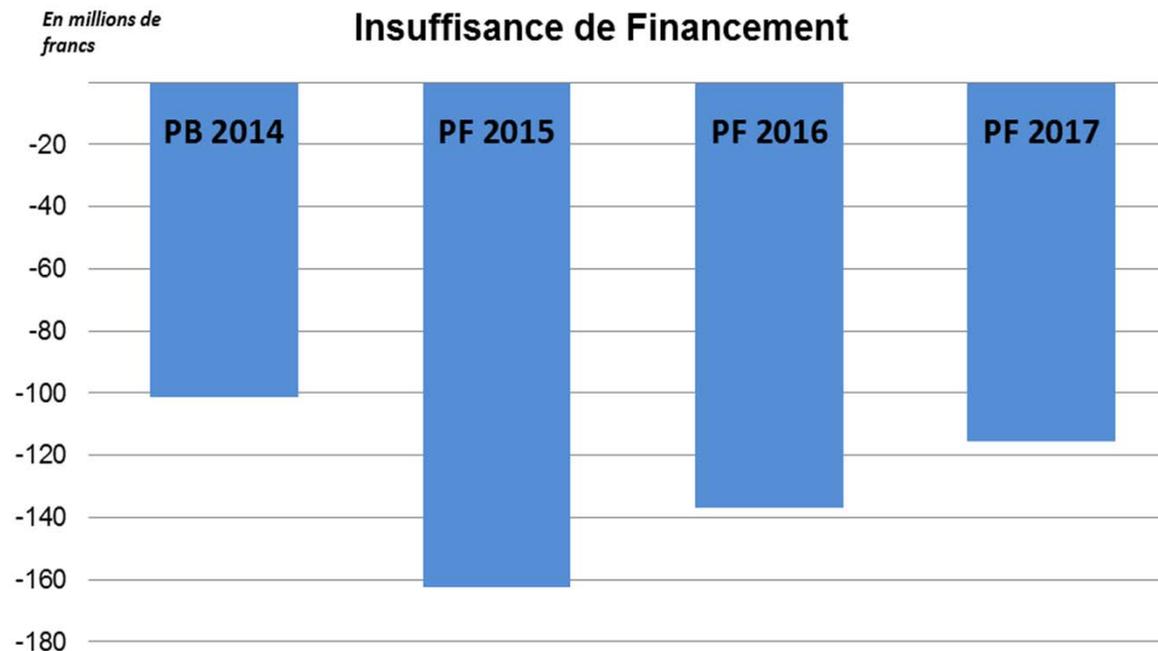
◆ Quatre politiques publiques (A-H-J-K) concentrent **80% des dépenses**

Principaux projets d'investissements

LIBELLE LOI / PROJET	Politiques publiques	Dépenses 2014-2017 en millions F	% des dépenses 2014-2017 totales
Liaison CEVA	Mobilité	460	14%
Les Dardelles (Brenaz III)	Sécurité	215	7%
HUG - Nouveau bâtiment des lits	Santé	177	5%
Logements d'utilité publique	Logement	144	4%
Dépôt TPG "En Chardon"	Mobilité	120	4%
Projet d'infrastructures ferroviaires	Mobilité	118	4%
CMU - 6e étape	Formation	111	3%
Extension du réseau de tramways	Mobilité	108	3%
CMU - 5e étape	Formation	103	3%
Projet d'agglomération franco-valdo-genevoise de première génération	Mobilité	81	2%
Contribution spécifique transfrontalière	Gouvernance	81	2%
Ecole de commerce de Frontenex	Formation	77	2%
Extension de la Brenaz (+100 places)	Sécurité	69	2%
HUG - Maternité phase 3.3	Santé	60	2%
Projet d'agglomération franco-valdo-genevoise de deuxième génération	Mobilité	43	1%
Mesures d'assainissement des nuisances sonores des routes	Mobilité	43	1%
HEG Battelle (bâtiment B)	Formation	40	1%
Relocalisation caserne des Vernets	Sécurité	35	1%
Ancienne Ecole de médecine	Formation	28	1%
Equipement des zone industrielles gérées par la FTI	Mobilité	21	1%
		2'134	66%



Insuffisance de financement des investissements

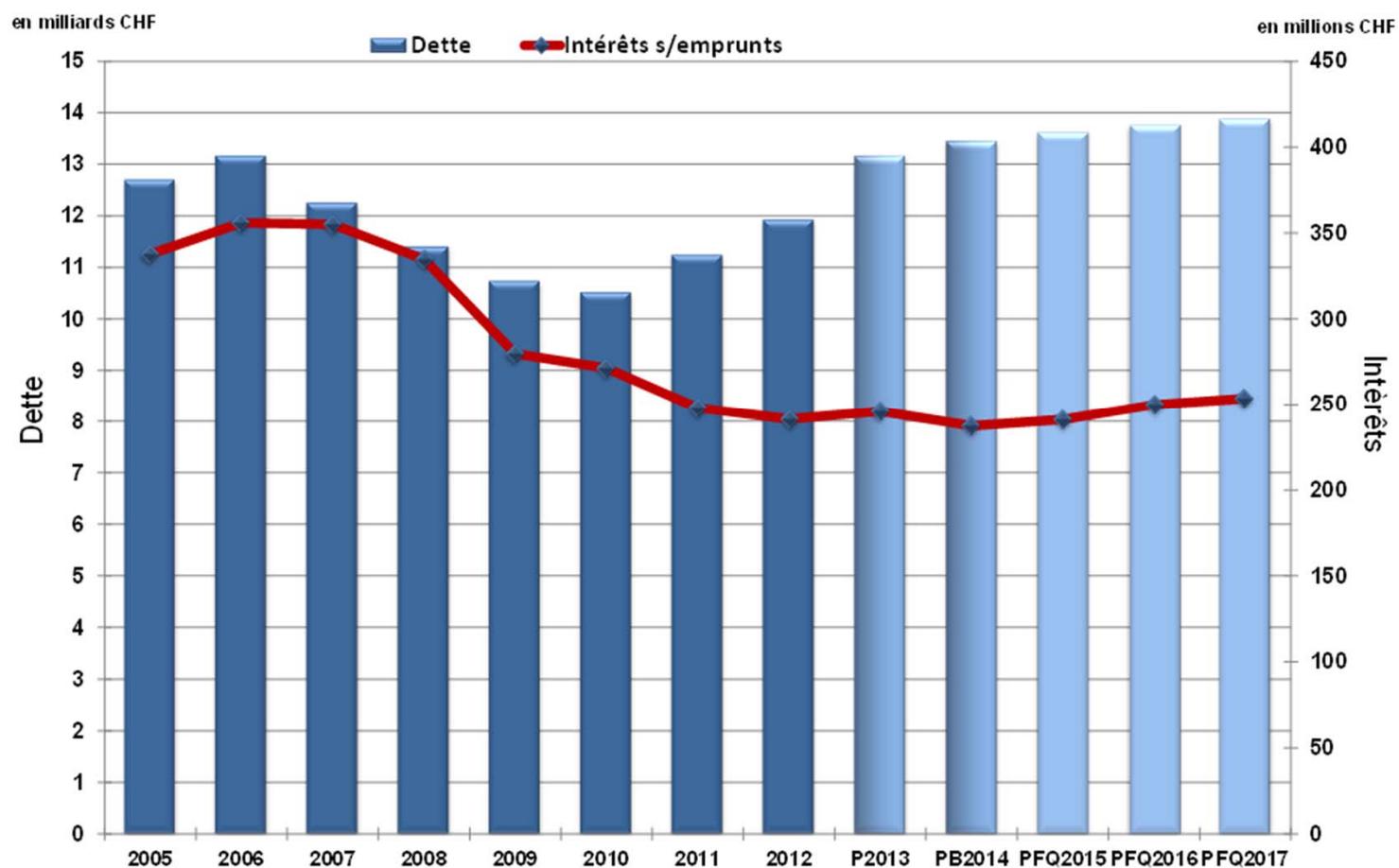


- ◆ Sur la période 2014-2017, l'insuffisance de financement est évaluée à 500 millions de francs
- ◆ Pour autofinancer les investissements, le résultat de fonctionnement devrait être chaque année supérieur de 130 millions à celui prévu pour le PFQ

Évolution de la dette

Évolution de la dette et des intérêts de 2005 à 2017

Evolution de la dette en fin d'année et des intérêts annuels entre 2005 et 2017



Évolution de la dette: quelques constats

- ◆ Progression notable entre début 2013 et fin 2014 en raison de la réforme des caisses de retraite
- ◆ Incertitudes sur l'évolution de la dette à cause des effets significatifs des variations du besoin en fonds de roulement
- ◆ Légère augmentation de la charge d'intérêts dès 2015, mais l'évolution est contenue par la structure de la dette (plus de 75% à long terme et taux fixe)

Nouveau mécanisme de frein à l'endettement

- ◆ Modification de la LGAF adoptée le 4 octobre 2013:
un frein à l'endettement s'ajoute à l'actuel frein au déficit
- ◆ Deux seuils sont créés, impliquant les **arbitrages politiques du Grand Conseil**:
 - a. Quand la dette dépasse **13,3** milliards
tout nouvel investissement nécessite **51 voix** au Grand Conseil
 - b. Quand la dette dépasse **14,8** milliards
tout nouvel investissement nécessite **67 voix** au Grand Conseil
- ◆ Les seuils ne sont pas indexés : à long terme, le mécanisme doit permettre de ramener la dette à une **valeur ne dépassant pas une année de revenus** (début 2014: ratio de 1,6)

Une forte mesure préventive

Projection de l'endettement moyen 2014-2017

en milliards CHF



- ◆ Le premier seuil sera probablement franchi à moyen terme
- ◆ Le nouveau dispositif devrait permettre d'éviter un dérapage incontrôlé de la dette

Les risques

Risques financiers liés à l'environnement politique et économique

- ◆ Nouvelle crise systémique dans le monde
- ◆ Régulation internationale en matière d'échanges d'informations fiscales
- ◆ Départ d'une ou plusieurs grandes sociétés internationales de Genève
- ◆ Initiatives fédérales contre la surpopulation et contre l'immigration
- ◆ Initiative fédérale 1:12
- ◆ Initiatives fédérale et cantonale pour l'abolition des forfaits fiscaux

Conclusion

Des efforts payants...

- ◆ Les mesures décidées dans le cadre des budgets 2012 et 2013 améliorent le résultat d'environ 264 millions par an dès 2014
- ◆ Sans ces importants efforts, ce PFQ présenterait une succession de graves déficits

...mais un équilibre fragile

- ◆ La trajectoire du PFQ peut être rompue en cas de ralentissement économique ou via la réalisation de l'un ou l'autre des risques identifiés
- ◆ En cas de crise systémique majeure, la réserve conjoncturelle de 582 millions serait rapidement épuisée
- ◆ Notre canton doit se préparer à subir d'importantes pertes fiscales à l'horizon 2018-2019 suite à l'abolition des statuts fiscaux cantonaux

Conclusion

Une marge de manœuvre étroite...

- ◆ Ces quatre prochaines années, les dépenses obligatoires augmenteront de quelque 273 millions
- ◆ S'y ajoutent 58 millions d'augmentation de cotisations LPP

...et une obligation de vigilance

- ◆ Le Conseil d'État devra rester extrêmement vigilant lors des prochains budgets et PFQ pour éviter tout risque de dangereuse dérive
- ◆ Une très grande prudence sera nécessaire pour tout nouvel investissement
- ◆ Pour écarter la menace du frein à l'endettement sur les investissements il sera peut-être nécessaire de revoir la progression des charges dès 2015



Questions...